

Au Niger, développons la démocratie, protégeons les droits des travailleur·euse·s !

Au Niger, le 26 juillet au matin, un putsch a été mené par des membres de la garde présidentielle, mené par leur chef, le général Abdourahmane Tchiani. Les raisons de ce putsch semblent se trouver au plus profond des manœuvres de pays ayant une volonté colonialiste.

Le Président déchu, Mohamed Bazoum proche de la France se voit opposé à ses proches, qui ont reçu dès l'annonce du putsch, le soutien du groupe paramilitaire Wagner et en sous-main de la Russie.

La population du Niger semble partagée sur le clan à soutenir. Dans la jeunesse, il est reproché au Président en place, son népotisme, son inefficacité et la corruption endémique qui minent le pays. Dans le reste de la population, sans soutenir l'une ou l'autre des parties, les Nigériens semblent lassés, désabusés et amers face à un pouvoir qui ne fait rien pour l'amélioration du bien-être des travailleur·euse·s et de la population.

Après 60 ans de souveraineté, le Niger peine à tirer profit de l'exploitation de ses ressources naturelles (Uranium, cuivre, phosphate, fer, manganèse, des minerais rares tels que le lanthanum, le scandium ...) à l'heure actuelle où la plupart des mines d'uranium dans le monde s'épuisent, les plus grandes réserves au monde se trouvent au Niger). L'uranium, l'or et le pétrole sont exploités dans l'opacité, une situation dénoncée par les citoyens dont la majorité vit dans la pauvreté.

La richesse minérale du Niger est exploitée par des multinationales dont Orano (ex-Areva) et les bénéfices de cette exploitation partent directement dans les pays du Nord, laissant exsangues les finances du pays.

Pour le réseau « panafricain pour la paix, la démocratie et le développement », on ne peut pas parler d'indépendance au Niger, car les ressources naturelles sont contrôlées par une entreprise française en faveur de laquelle le gouvernement modifie les lois pour maximiser les profits de la société en question.

Ce ne sont que les affres d'une colonisation qui refuse de mourir qui se complète, sans aucun doute, d'une guerre à distance entre un pays membre de l'OTAN, la France, et un pays agresseur de l'Ukraine, la Russie.

La colonisation, phénomène prédateur s'il en est, doit être abolie partout sur la planète.

Pour la CGT, il n'est pas question de remplacer la colonisation française par la colonisation russe (par l'intermédiaire du groupe Wagner).

Le gouvernement et les médias français ne manquent pas de répéter que la présence française est nécessaire dans le cadre de la lutte contre l'extension du djihadisme.

Pour la CGT, la meilleure des méthodes pour faire reculer le djihadisme est le développement du niveau de vie des habitants, l'amélioration du bien-être et des rémunérations des travailleur·euse·s, permettre le développement d'une fonction publique de qualité, d'un accès aux soins, à l'éducation, à la santé et à un environnement de qualité et que les exploiters des ex-pays colonisés remboursent les dettes qu'ils ont contractées auprès des pays du Sud.

La CGT soutient la démocratie dans la mesure où celle-ci ne prive pas des droits humains les travailleur·euse·s et la population et permet le développement de droits nouveaux dans le respect des conventions de l'OIT et des conventions des agences de l'ONU sur les différents thèmes évoqués plus haut.

Montreuil, le 1^{er} août 2023